

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 5 : Place au débat** (*Négation de l'état de droit, austérité, le modèle chypriote de la troïka*) / **p.6 et 7 : Actualité sociale** (*Les incroyables leçons pour économistes que tire Olivier Blanchard de la crise financière*) (*Non, les postiers ne sont ni des fainéants ni des idiots*) / **p.8 : Les bras m'en tombent** (*Échanges musclés à l'Assemblée nationale : la ligne blanche est franchie*) / **Coup de gueule** (*BPI : une banque pour le business ?*)

L'ÉDITO

Les suites de l'affaire Cahuzac n'en finissent pas d'alimenter les colonnes de la presse bien-pensante. Cette affaire a une double face. D'abord, elle prouve une fois de plus que le gouvernement n'est pas à la hauteur. Il se lance dans une boulimie de pseudo-transparence qui ne sert qu'à alimenter le rejet des politiques. Ce grand déballage sur la situation financière des ministres n'est qu'un pare-feu peu subtilement inventé par l'Élysée et qui révèle combien certains vivent en dehors de la réalité quotidienne des simples mortels. Ce qui, d'ailleurs, ne prouve rien en soi.

Ce qui est plus grave, c'est que tous les Français ressentent cette histoire pour ce qu'elle est : un symbole et un révélateur. De quoi ? De la collusion du pouvoir et de l'argent, du mensonge et du mépris. Ce ministre, dont le libéralisme était pratiquement affiché et qui « ne croyait pas à la lutte des classes », on comprend pourquoi il refusait de s'affronter au Capital ! Mais, surtout, on s'indigne, comme notre ami et camarade Gérard Filoche, lorsqu'il se fait l'apôtre de la « règle d'or », lorsqu'il impose encore plus d'austérité aux salaires, lorsqu'il veut, à nouveau, s'en prendre aux retraites.

Personne n'ignore, au sommet de l'Etat, Élysée et gouvernement, mais également au Parlement, que 600 milliards d'euros échappent à l'impôt en se planquant, avec la complicité active des banques françaises, dans les paradis fiscaux. Pourquoi faut-il que ce soit les Etats-Unis qui exigent et obtiennent la liste des fraudeurs et pas le gouvernement de Jean-Marc Ayrault ? Alors, la publication du patrimoine des ministres, comme l'évocation d'un référendum moralisateur, non seulement ce n'est pas à la hauteur, mais ça met en rage !

Pendant ce temps-là, on ne parle guère du projet de loi transposant l'ANI, qui n'a retouché qu'à la marge le texte de l'accord, projet adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat, malgré l'abstention ou le vote contre d'une cinquantaine de députés de gauche, dont six députés et une sénatrice socialistes, qui ont osé aller jusqu'au bout de leur opposition au texte. Un texte qui met à mal la cohésion sociale, en détricotant encore un peu plus le droit du travail déjà bien ciselé par la droite. Licenciements facilités, recours au juge rendu plus difficile, atteinte aux conditions de travail des salariés, tout cela décidé par un gouvernement de gauche. Pendant ce temps-là, les salariés de Mégastore, de Pétroplus, de PSA, ... voient le chômage se profiler à l'horizon, ou, au mieux, leurs conditions de vie et de travail se détériorer, accentuant la fracture entre eux et un gouvernement qui paraît sourd à leurs revendications, alors même qu'il y a un an, ils fondaient de grands espoirs en lui. Tout cela au nom d'une rigueur aux couleurs de l'austérité européenne, chère à Madame Merkel, bien que le gouvernement s'en défende. Mais quelle différence y-a-t-il entre rigueur et austérité quand on limite le pouvoir d'achat, quand on supprime des postes de fonctionnaires, quand on ne donne pas aux hôpitaux les moyens d'assurer un service hospitalier performant, ... ?

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

Au nom de quoi la France devrait-elle en faire plus que les Pays-Bas, qui viennent de mettre une sourdine au plan d'austérité ? Pour faire plaisir au libéral Barroso ou à Madame Lagarde qui se moquent bien de notre peuple, comme des autres d'ailleurs ? Par peur des foudres de la chancelière allemande, dont rien ne dit qu'elle sera reconduite à l'issue des prochaines élections législatives outre-rhin ? Elu par le peuple de gauche, François Hollande a une dette envers lui. Ce n'est pas en faisant une politique libérale ou en se montrant trop complaisant envers le monde de la finance qu'il acquittera son dû. Il est temps de changer de politique en s'appuyant sur l'ensemble des forces de progrès. C'est la meilleure manière de parvenir à contrer la gangrène factieuse qui s'agite autour de son refus de l'égalité des droits. La gauche n'a pas à avoir honte d'elle-même.

Marinette BACHE**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE****Portugal**

La cour constitutionnelle du Portugal a rejeté début avril certaines des mesures décidées en décembre 2012 par le gouvernement libéral dans le cadre du dernier plan d'austérité et notamment la suppression du 13^{ème} mois pour les fonctionnaires. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement portugais, après une visite des membres de la Troïka, a annoncé qu'il allait réduire les crédits pour l'éducation.

Espagne

Plus de 8 000 personnes ont défilé à Madrid pour soutenir le rétablissement de la République, au moment où la monarchie espagnole est en proie à de virulentes critiques et à des soupçons de favoritisme.

**Grande-Bretagne**

L'agence Fitch a décidé de dégrader d'un rang la note de la Grande-Bretagne, sanctionnant ainsi la politique d'austérité menée par le gouvernement de David Cameron depuis son élection.

Irlande

Pour faire face au nombre croissant de ménages surendettés, le gouvernement irlandais a décidé de limiter drastiquement les dépenses autorisées pour ces ménages (826 euros environ pour une personne seule), qui devraient être amenées à vendre leur véhicule ou à renoncer à une mutuelle.

Pays Bas

Les Pays-Bas ont décidé de renoncer aux mesures d'austérité qu'ils avaient prévues en raison de la grave crise que traverse ce pays : hausse du chômage, envol des faillites, déficit supérieur à 4 % du PIB,... Parmi ces mesures figuraient le gel des salaires des fonctionnaires, une limitation des aides aux handicapés...

Slovénie

La Slovénie a été condamnée par la plus haute juridiction du pays à verser jusqu'à 50 millions d'euros aux agents du secteur public à la suite de la suppression du 13^{ème} mois destiné aux congés payés. Parallèlement, le gouvernement de centre gauche a annoncé qu'il envisageait de privatiser une ou deux entreprises publiques car cela « enverrait un signe positif aux marchés internationaux ».

Grèce

Etudiants et professeurs ont dénoncé début avril par des grèves et manifestations la décision du gouvernement de privatiser les universités. Cette mesure se traduira sans aucun doute par une hausse des tarifs d'entrée.

PLACE AU DÉBAT

Négation de l'état de droit, austérité, le modèle chypriote de la troïka¹

Par Jean-Claude CHAILLEY

L'onde de choc de la crise systémique continue de se propager avec d'autant plus de force que les mesures prises par la troïka, appuyée par les gouvernements, ne font que la renforcer. Elle vient de submerger Chypre, entrée dans l'Union européenne en 2004, puis dans la zone euro en 2008.

« Chypre ambitionne de devenir une importante plateforme régionale dans le domaine de l'énergie, après la découverte de colossales ressources en hydrocarbures sous la mer au large de ses côtes méridionales » (AFP 6 février).

1 - Pour 10 Md €, 1/1 000 du PIB européen, l'Eurogroupe a failli entraîner une panique bancaire mondiale

- Les conséquences de la crise se mesurent en milliers de milliards. Chypre a besoin de 10 Md€. La somme est ridicule mais le principe intangible: les peuples ne sont pas responsables de la crise, mais ils doivent la payer.
- La décision de la troïka de prendre l'argent qu'elle juge nécessaire dans les dépôts en banque de tous les épargnants, y compris les plus petits, a valeur mondiale. Il y avait menace de panique mondiale aux conséquences incalculables. Les bras en tombent devant une décision aussi irresponsable.

Fort heureusement, les manifestations immédiates à Chypre puis le refus du Parlement chypriote ont amené la troïka à revenir partiellement en arrière.

2 - Le prétexte paradis fiscal, « oligarques russes » : négation de l'état de droit

- a) Chypre n'est pas sur la liste officielle des paradis fiscaux. Les montants déposés par les non-résidents sont d'environ 40 Md €, dont la moitié par des Russes. Les sommes nichées dans les paradis fiscaux se comptent en **trillions** (milliers de milliards de dollars ou d'euros). La moitié du commerce mondial y transiterait (fictivement).
- b) Pour Chypre, la nécessaire lutte contre les paradis fiscaux est un prétexte habile : si la troïka luttait vraiment contre les paradis fiscaux, on s'en serait aperçu.
- c) On entend dire, « Chypre n'est pas sur la liste, mais c'est quand même un paradis fiscal, ... ». Exact, mais c'est un argument à double tranchant, car il entérine de fait le règne de l'arbitraire, et l'arbitraire ne s'en prend jamais aux forts : Grande Bretagne, Delaware, Iles Caïman...

3 - La troïka s'adjuge le pouvoir de puiser librement dans les économies de la population, et de fermer ou de renflouer les banques qu'elle choisit

- **Les économies parfois durement acquises par la population sont considérées comme à libre disposition de l'Eurogroupe !**
Il décide d'en prendre le pourcentage jugé nécessaire pour renflouer les banques qu'il choisit... D'où les manifestations aussi immédiates que justifiées.
- **Un « oligarque » ce n'est pas la même chose qu'un salarié ou retraité qui a son salaire et ses éventuelles économies en banque**
Qu'un actionnaire risque des pertes, c'est le principe même.
Mais le salarié, le retraité qui reçoit son revenu en banque n'a pas à être mis sur le même plan qu'un actionnaire comme l'a fait la troïka.
- **Quand l'Eurogroupe remet en cause la propriété privée**
 - Ceux qui imposent les privatisations, qui hurlent à la spoliation à la moindre évocation de nationalisation - sans même parler d'expropriation -, n'hésitent pas à « spolier » les épargnants, les salariés et retraités, les couches moyennes, de leurs économies, et leur infligent en plus un plan d'austérité.

1 Troïka : Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international.

- Réalisant le précédent qu'elle crée, la troïka s'empresse de parler de « taxes », ce qui est supposé donner tous les droits pour aboutir au même résultat.

Mais les décisions à huis clos de l'Eurogroupe n'ont rien à voir avec une réforme démocratique de la fiscalité votée par le Parlement.

- **20 000 €, 100 000 €, 1 000 000 000 €, 10 000 000 000 €, est-ce pareil ?**

En CM2, on répond non. Dans le cas de Chypre, oui.

Pour Chypre, prendre un pourcentage dès le premier euro aux salariés ayant leur paie dans une banque a été jugé à juste titre scandaleux. Cela a été abandonné devant l'opposition de la population et du Parlement chypriotes. Mais, à partir du moment où on a parlé de montants supérieurs à 20.000 puis 100.000 € (montant supposé garanti au niveau européen), il y a eu un consensus quasi général avec la troïka.

Pour certains 20 000 €, c'est de l'argent de poche : des PDG, sportifs, artistes et surtout des actionnaires... gagnent le double chaque jour.

Pour (beaucoup) d'autres, ces sommes sont énormes. Ça se comprend : pour de plus en plus de personnes dans le monde entier, chaque jour, il manque quelques euros pour manger !

Néanmoins c'est un piège... qui risque de profiter à l'extrême droite.

- 100 000 euros, ça peut être des économies accumulées sur toute une vie pour les mauvais jours, pour payer la maison de retraite.... Ça ne permet même pas de s'acheter la moitié d'un studio à Paris. Les couches moyennes ne peuvent considérer que c'est justice d'être mises dans le même sac que Mme Bettencourt, M. Arnault ou nos « gloires nationales », applaudies debout à la télé... et bien souvent exilés fiscaux (légaux) et hors d'atteinte. Danger !
- **De nos jours, les « couches moyennes », ça commence à un couple de smicards !** Il faudrait donc, par mesure d'austérité, accepter une stagnation du SMIC, et une baisse du pouvoir d'achat de la plupart des retraités...
- En fait, c'est **une politique de nivellement par le bas**, sous l'impulsion de la troïka, épargnant les vraies fortunes, injuste socialement, qui ne servirait que la droite et surtout **l'extrême droite**. La réduction des inégalités, c'est par le haut, en augmentant les salaires et les retraites, pas en étendant la pauvreté. *Ci-dessous pour info l'objectif revendicatif de la CGT services publics*

Objectif CGT	Début	Fin	Si SMIC 1700 €	Si SMIC 1700 €
C sans qualification	1 SMIC	2,4 SMIC	1 700	4 080
C concours CAP BEP	1,2	2,4	2 040	4 080
B niveau Bac	1,4	2,8	2 380	4 760
B niveau Bac + 2	1,6	3,2	2 720	5 440
A niveau Bac + 3	1,8	3,6	3 060	6 120
A Niveau Bac + 5	2,3	4	3 910	6 800
A Niveau Bac + 8	2,3	4,6	3 910	7 820

4 - Le MES (Mécanisme européen de stabilité) s'applique : austérité à Chypre, augmentation de la dette en France...

- Les lecteurs de Résistance Sociale se souviennent peut-être que nous avons lutté contre le traité de Lisbonne, le Pacte pour l'euro plus, le MES, le Pacte budgétaire (TSCG). Chypre est une illustration.
- Conformément au MES, le prêt de 10 Md € à Chypre s'accompagne de :
 - la mise en faillite d'une grande banque, la restructuration d'autres ;
 - un **premier programme d'austérité** de 4,5 points de PIB (équivalent en France de 90 Md € !). Les privatisations seront en réalité des bradages... dont bénéficieront les oligarques de toutes nationalités. Le PIB risque de plonger de 20 % dans les prochains mois, les salaires et retraites de 15 ou 20 %, le chômage va exploser.
 - **Quant au gaz et au pétrole** découverts dans la région, le potentiel pourrait atteindre des centaines de milliards. Cela pourrait éviter aisément l'austérité. Mais c'est un enjeu de nature à fâcher des

multinationales, des puissances régionales, européennes et mondiales. La prudence la plus extrême dans l'attribution de licences (notamment, sans aucun doute par hasard, à la Russie et à ses « oligarques ») a été fortement recommandée à Chypre... Message entendu.

- La France doit prêter 2 Mds € qui n'ont guère de chances d'être remboursés: **il faudra les rattraper sur l'hôpital public, les retraites, les services publics...**

5 - La démocratie, la souveraineté populaire, bafouées à Chypre, en France...

- Le Parlement chypriote a montré son «manque de fiabilité» car aucun député n'a voté le plan de la troïka. Il ne sera donc pas consulté. Et le peuple, par voie de référendum, encore moins : il risquerait de « mal voter » comme en France en 2005.
- Le Parlement allemand, lui, sera consulté : l'Allemagne s'engage au titre du MES pour 25 % des sommes prêtées, soit 2,5 Mds €. En Allemagne, Mme Merkel doit régulièrement obtenir l'approbation du Bundestag.
- Le Parlement français ne sera pas consulté, bien que la France s'engage pour 2 Mds. Selon nos institutions actuelles, un président, qu'il soit « bling bling » ou « normal », décide souverainement de tout ou presque : guerre, prêts, retraite...



6 - Le contrôle des capitaux... et les fuites de (gros) capitaux

Dans l'Union européenne, la libre circulation des capitaux, chère à la mondialisation libérale, est un dogme. Pourtant, à Chypre, on a rétabli un contrôle prétendument strict qui aboutit de fait à ce qu'il existe aujourd'hui deux euros : un « euro chypriote » et un euro pour les autres pays... Mais ce contrôle n'a pas empêché des fuites : il y a les capitaux qui ont fui avant les mesures de contrôle, ceux qui profitent des « passoires » que constituent des filiales des banques chypriotes... Bref une partie, semble-t-il significative, des capitaux ont échappé aux mesures de contrôle.

7 - La résolution des crises bancaires ; l'Union bancaire

- a) La BCE et l'Eurogroupe décident dans l'opacité la plus totale de fermer une banque, de restructurer et recapitaliser une autre... et imposent l'austérité ;
- b) C'est une anticipation de l'Union bancaire en projet qui donnerait à la BCE le pouvoir de fermer la BNP ou la Société Générale. Les banques privées de chaque pays doivent avant tout satisfaire leurs actionnaires : elles participent plus ou moins bien à la fourniture de crédits à l'économie, mais elles souscrivent aussi aux emprunts d'Etats. C'est ce lien Etats – banques que l'Union bancaire veut pouvoir couper pour parachever le marché unique européen.
- c) **L'union bancaire fait partie du projet libéral austéritaire souvent qualifié « fédéralisme ».** Elle est antinomique d'une Europe sociale.

Les dénégations imposées au Président de l'Eurogroupe n'y changent rien. La « résolution » de la crise à Chypre est **bien un concentré du modèle néolibéral européen.**

ACTUALITÉ SOCIALE

Les incroyables leçons pour économistes que tire Olivier Blanchard de la crise financière

Par Jacques CHAVAGNEUX

La crise financière incite l'économiste en chef du FMI à tirer cinq leçons pour les économistes. Des leçons révélatrices du désarroi de la réflexion économique actuelle.

La première leçon d'Olivier Blanchard devrait être inscrite au frontispice de toutes les universités : les économistes doivent faire preuve d'humilité. Ils croyaient jusqu'à la crise qu'ils « savaient », tout simplement, comment rendre le monde meilleur. La crise, comme toutes celles qui ont précédés, leur ont appris que ce n'est pas vrai.

Au cours des années 1980-1990 et début 2000, les économistes « savaient » en effet que plus on libéralisait la finance et plus on l'internationalisait, plus elle serait efficace. La crise s'est chargée de discréditer cette idée. Ils « savaient » aussi que l'austérité budgétaire impactait peu la croissance. Maintenant, les études du FMI démontrent l'inverse.

L'histoire, rappelle Blanchard, aurait du rendre les économistes plus humbles. Sauf que les économistes n'ont plus de cours d'histoire ! Dans le numéro d'avril d'Alternatives Economiques, une enquête montre qu'en France les cours d'histoire des faits pèsent en moyenne 1,6 % de l'ensemble des enseignements de licence !

La deuxième leçon paraît tout bonnement incroyable au non économiste : la théorie dominante de ces dernières décennies ne prenait tout simplement pas en compte la finance ! Le « secteur financier », quand il était incorporé dans les modèles, c'est-à-dire rarement, était considéré d'un bloc, sans hétérogénéité des acteurs (banques d'investissements, fonds spéculatifs, banques commerciales...) et sans se préoccuper une seconde de liens entre les acteurs. Sans même parler des modes de financement des banques, des risques pris, etc.

Pour Blanchard, on ne pourra pas faire mieux en la matière ! Et donc accepter cette limite de la « science » économique.

Troisième leçon : la mondialisation, ça compte ! On croit rêver, on se frotte les yeux : il a fallu la crise démarrée en 2007 pour qu'Olivier Blanchard, enseignant vedette du MIT et économiste en chef du FMI comprenne que l'étude des interrelations entre acteurs au niveau international « est devenue absolument essentiel(le) » !!!!

Quatrième leçon : on a compris que pour éviter

les bulles de prix d'actifs, l'action de la banque centrale par les taux d'intérêt ne suffit pas. La surveillance des risques pris par les banques individuellement (la politique microprudentielle) non plus : il faut ajouter de nouveaux outils de politique macroprudentielle, pour surveiller les excès de crédit qui peuvent nourrir des bulles financières. Mais, se plaint Blanchard, ces outils fonctionnent mais pas beaucoup car les financiers trouvent toujours de moyens de les contourner.

Il n'en appelle pas pour autant à travailler plus pour mieux comprendre le rôle des paradis fiscaux, non pas seulement en ce qu'ils nous privent de recettes fiscales, mais en ce qu'ils sont des territoires de prises de risques opaques. Il n'en appelle pas non plus à réfléchir à la nature des innovations financières pour déterminer celles qui peuvent être utiles et celles qui peuvent être source de risques systémiques. Blanchard est bien un pur macroéconomiste qui entre dans le corps de ses propres critiques : sa réflexion sur la finance est limitée.

Enfin, dernière leçon : à partir du moment où on donne des outils aux banques centrales pour agir sur l'ensemble des conditions de crédit et pas seulement pour maîtriser une inflation à 2 %, leur rôle politique s'accroît. Dans ces conditions, Blanchard a le courage de poser la question de l'indépendance des banques centrales : il est prêt à l'accepter sur la politique monétaire mais pas à laisser complètement indépendantes du pouvoir politique des institutions dotées d'autant de pouvoirs. Une saine réflexion d'économie politique. Au final, on reste quand même sidéré par les manques d'une réflexion économique qui a failli, depuis plusieurs décennies, à nous fournir les instruments de compréhension du monde et de prévention des crises.

Cet article a été posté le Mardi 2 avril 2013 dans le journal « alternatives économiques » dans la catégorie Les derniers articles.

Vous pouvez envoyer un commentaire à l'adresse ci-dessous :

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/chavagneux>

ACTUALITÉ SOCIALE

Non, les postiers ne sont ni des fainéants ni des idiots

Par Nicole VERGNIAUD

Après le pseudo grand dialogue, et la publication du rapport Kaspar qui a débouché sur un accord signé par presque tous les syndicats et alors qu'il vient de lancer une vaste consultation sur le nouveau plan stratégique, le PDG de La Poste, Jean-Paul Bailly, a cru bon d'adresser une lettre aux « managers » de La Poste, censée répondre à ceux qui lient les récents suicides de salariés avec un malaise plus global. Dans ce courrier, M. Bailly évoque à demi-mot certains articles de presse « *qui ont blessé* » ; Il utilise un simple pronom pour désigner « *ceux qui se saisissent de ces drames [humains] pour remettre en cause la stratégie de notre entreprise* ».

Mais à qui ce « on » fait-il référence ? A la presse, qui ne fait que rapporter des propos qui lui ont été tenus ? A l'épouse d'un postier, s'exprimant à la suite de son suicide ? Aux organisations professionnelles représentatives, qui ne font que leur travail en cherchant à comprendre les raisons d'un drame humain qu'il serait trop facile de mettre sur le compte de « soucis personnels » et à en tirer les leçons ?

Ce dénigrement à l'égard de quelqu'un qu'il évite de nommer est d'autant plus inacceptable que l'ensemble des organisations syndicales a joué le jeu du dialogue comme le prouvent les accords signés par la majorité d'entre elles.

Et si les suicides que Monsieur Bailly dénomme « *des événements ou des situations dramatiques* » n'étaient que la partie émergée de l'iceberg ? S'ils traduisaient, comme nous sommes nombreux à le penser, le malaise bien réel au sein de ce service public, La Poste, que son actuel PDG a tout fait pour transformer en une entreprise comme les autres où seuls ne compteraient que les résultats financiers du groupe, oubliant qu'ils sont avant tout le résultat du travail de plus de 200 000 postiers ?

Alors, au lieu de « faire du catégoriel » et de monter les postiers les uns contre les autres, il est grand temps d'agir de manière constructive.

L'organisation du travail et les cadences doivent changer. Les multiples restructurations doivent laisser la place à un projet susceptible d'être porté par tous. La fonction RH de proximité doit retrouver la place qu'elle occupait il n'y a pas si longtemps, fonction essentielle dans une grande entreprise comme la nôtre. La formation et notamment le droit individuel à la formation (DIF) ne doivent pas rester lettre morte. Loin d'être du temps perdu, c'est un gage de cohérence, qui doit permettre à chaque postier et postière de se situer dans ce grand ensemble, de trouver sa place quelles que soient ses aptitudes.

Or, la dette sociale de La Poste, qui s'accumule de manière inacceptable envers ses agents, révèle que beaucoup de postiers ont du mal à trouver leur place dans ce système où l'humain devient chiffres, objectifs, tableaux Excel. La segmentation de la Poste en métiers a fait beaucoup de dégâts, encore accentués par la volonté de chaque métier d'avoir son propre service RH.

Pourtant, si on veut un développement harmonieux de l'entreprise, des règles communes en matière d'organisation, de contenu, de finalité et de conditions de travail doivent être respectées par tous.

Plutôt que de faire comme si tout allait bien, comme si quelques êtres malveillants jetaient l'opprobre sur une entreprise moderne et innovante aux relations sociales apaisées, il serait temps que celles et ceux qui la dirigent prennent la mesure du profond malaise qui y règne et apportent enfin les réponses qu'attendent les postiers.

Monsieur Bailly atteindra la limite d'âge en 2014, année où un nouveau conseil d'administration devra être nommé. Déjà des candidats à sa succession n'hésitent pas à faire valoir dans les journaux leur supposée proximité avec le Président de la République.

La Poste est à la croisée des chemins. Il est temps qu'elle retrouve un projet capable de mobiliser l'ensemble de son personnel.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Échanges musclés à l'Assemblée nationale : la ligne blanche est franchie

Par Béatrice DURAND

Que l'on défende ses convictions, d'accord, que l'on organise des manifs, des *sit-in* pour combattre une idée, d'accord. Mais qu'un élu de la République se permette de frapper un fonctionnaire n'est pas acceptable. Si je frappais moi-même un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, je serais condamnée, comme la loi le prévoit, et ce serait normal. Messieurs les députés, si vous ne savez pas garder votre calme et une élémentaire retenue, changez de métier et faites du macramé c'est beaucoup moins stressant ! Mais qu'un élu de la République se permette un tel geste est honteux et indigne de sa charge.

Pour votre acte vous devriez être condamné, comme je l'aurais été à juste titre si je m'étais permise un tel geste. Vous êtes la honte de notre République et n'êtes pas digne d'être l'un de ses représentants. Mais un jour ou l'autre la roue tourne !

COUP DE GUEULE

BPI : une banque pour le business ?

Par Alain GELY

Selon *La Tribune* du 17 avril 2013, le directeur général de la BPI (Banque publique d'investissement) aurait déclaré, à propos de Florange et de Pétroplus, que le comité national d'orientation de la banque avait rendu un « arbitrage business » défavorable : « on aurait perdu beaucoup d'argent et ce n'aurait pas été un bon business » de les sauver. Avec, comme argument, que « l'agenda » de la banque c'est 2030 et une question qui tue : "Pétroplus, est-ce la France de 2030 ?"

S'il s'est réellement exprimé ainsi, on pourrait attendre d'un « responsable » de la BPI qu'il ne truffât point son propos d'anglicismes. Mais admettons que ce soit ici secondaire, encore que le lien ne soit pas inexistant entre un certain emploi de la langue et l'idéologie qu'on colporte...

Le rôle d'une banque PUBLIQUE d'investissement est-il de simplement accompagner le marché, de singer les banques privées dans leur recherche de

rentabilité en identifiant des « secteurs porteurs » ? Il y aurait alors double emploi entre ces deux types de banques, et la BPI serait inutile tant qu'il existe des banques privées.

Le rôle de la BPI n'est-il pas plutôt d'exprimer un certain volontarisme ? De défendre et de promouvoir des activités que le marché – c'est-à-dire la structure actuelle de la demande solvable – ignore fondamentalement ? De sauver aussi des entreprises qui traversent seulement des difficultés passagères ? En n'oubliant pas qu'il n'y a pas de secteur ni d'entreprises naturellement condamnés mais surtout des dirigeants défaillants et éventuellement des techniques dépassées !

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20130417trib000760038/sauver-petroplus-et-florange-pas-un-bon-business-pour-la-bpi.html>

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)